carte blanche

Benoit Frydman

Professeur à l'ULB. membre du comité organisateur du Forum éthique

L'ESSENTIEL

Dans un contexte

de réduction drasti-

que des dépenses

publiques, rien ne

semble devoir arrê-

ter la marche triom-

phante du nouveau

Il n'v a guère de

raisons de s'en ré-

iouir, le statut des

pas un privilège.

universitaires n'est

management.

L'Université n'est pas une entreprise

le Soir 18.11.10

e monde universitaire belge connaît quelques soubresauts : débarquement du recteur de la KU Leuven par le conseil spécial de l'Université (décembre 2008); retrait du recteur de l'UCL

(ianvier 2009) et report d'un an du projet de fusion des Universités catholiques dans I'UCI ouvain (février 2010); démission du recteur de l'ULB (septembre 2010) et agitations au conseil d'administration... Autant de signes avant-coureurs dans notre pays de la profonde restructuration affectant le secteur universitaire au niveau eu-

dans sa phase décisive.

ropéen et mondial.

qui entre à présent

Dans un contexte de réduction drastique des dépenses publiques, il s'agit de transformer les universités et les hautes écoles en entreprises productives et concurrentes, gérées et développées se-

lon les techniques du nouveau management public. Ce modèle managérial des universités, qui a le vent en poupe en Europe, préconise notamment les réformes suivan-

> 1. Limitation et affectation des subsides en fonction des performances des institutions, des disciplines et des programmes.

2. Transformation des étudiants « clients ». acheteurs (à un prix revu à la hausse) de compétences professionnelles et des diplômes qui les certifient.

3. Précarisation du statut et mise sous contrôle des

enseignants et des chercheurs par la suppression de la « tenure » et les évaluations permanentes.

4. Remplacement de la gestion participative des Universités par les membres de la communauté universitaire par une gestion entre-

preneuriale par un corps de managers professionnels ne répondant de leurs décisions que devant un conseil d'administration représentant principalement les bailleurs de fonds publics et privés.

Un tel scénario, prôné dans de nombreux cercles, ne relève pas de la science-fiction. Le modèle se répand rapidement et se trouve désormais à nos portes, voire dans nos murs. Il domine au Rovaume-Uni (sauf dans les meilleures universités comme Cambridge et Oxford), en produisant des effets dévastateurs et des protestations vigoureuses (voir les manifestations à Londres du 10 novembre dernier). Il a été mis en place en France, non sans conflits, par la loi de réforme des universités (LRU) et il s'applique déià en Flandre au niveau de l'évaluation, de l'allocation des subsides publics et de la gouvernance de certaines universi- ' tés. On voit mal comment il épargnerait la Communauté française, travaillée par des projets de réformes plus ou moins ambitieux.

Si rien ne semble devoir arrêter en apparence la marche triomphante du nouveau management public, il n'v a quère de raisons de s'en réjouir. De nombreuses étu-

des, y compris des spécialistes du management eux-mêmes, ont montré les carences, les dysfonctionnements et les effets pervers que la mise en œuvre de ces techniques provoque dans les différents services publics. Ils sont particulièrement aigus dans les professions dont l'exercice et la déontologie reposent essentiellement sur la liberté et l'indépendance de jugement, comme les magistrats, les médecins et les professeurs d'université.

« L'évolution de l'université est nécessaire pour lui permettre de remplir son rôle-clé dans la société de la connaissance, assurer l'accès aux études du plus grand nombre »

Dans les universités, le modèle managérial risque de provoquer l'engrenage suivant : le délaissement des filières « non rentables », en particulier la recherche fondamentale et les humanités : le renforcement des logiques hiérarchiques internes, la tendance au conformisme et la démotivation; en conséquence, le départ des esprits libres et des cerveaux vers des postes où la liberté sera préservée (quelques universités d'élite, notamment américaines, qui résistent à ce modèle) ou la rémunération beaucoup plus importante (les entreprises); et finalement, malgré des chiffres aussi brillants que trompeurs, la baisse de la qualité de l'enseignement et de la recherche, la perte des valeurs propres à l'ethos de la communauté universitaire et la destruction du service public.

L'évolution de l'université est nécessaire pour lui permettre de remplir son rôle-clé dans la société de la connaissance, assurer l'accès

aux études du plus grand nombre et l'ouverture sur l'Europe et le monde. Mais celle-ci ne pourra réussir qu'en sauvegar-

dant les deux piliers fondamentaux de l'université moderne : sa gestion participative par les membres de la communauté universitaire et la protection effective de la liberté académique contre les pressions internes et externes.

Le statut des universitaires n'est pas un privilège corporatif désuet. mais la garantie indispensable de la qualité de l'enseignement et de la recherche de haut niveau. On n'invente pas l'avenir sur commande et on ne transmet pas à la ieunesse le savoir, le goût de la recherche, de la discussion et de la liberté, le doigt sur la couture du pantalon. L'université moderne a su préserver un milieu pour développer le savoir relativement à l'abri des pressions du pouvoir et du marché, pour le plus grand bien de la société. Pour construire l'avenir. ne laissons pas l'idéologie du management devenir le fossoveur de nos libertés m

Créée en 1920 à l'initiative d'Herbert Hoover et Emile Francqui, la Fondation universitaire vise à promouvoir l'enseignement universitaire et la recherche scientifique en Belgique, notamment en fournissant un lieu où tous les universitaires belges puissent se rencontrer, par-delà les clivages institutionnels, philosophiques et linguistiques. Initié par la Fondation universitaire en 2002, le forum éthique se tient chaque année, traitant des problèmes relatifs à l'enseignement, à la recherche ou au rôle de l'université envers la société.

Ce ieudi 18 novembre, de 14 à 18 heures, le 9e forum aura pour thème : « L'Université comme entreprise : désastre ou nécessité? ». Adresse : 11. Rue d'Eamont à 1000 Bruxelles, Tél.: +32.2.545.04.20. Infos sur http://www.fondationuniversitaire.be/fr/forum9.php